



# DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NUMERO — 1\$20

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre . . . . .	200\$
A 1.ª série . . . .	140\$		80\$
A 2.ª série . . . .	120\$		70\$
A 3.ª série . . . .	120\$		70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

## SUMÁRIO

### Ministério dos Negócios Estrangeiros:

#### Decreto-Lei n.º 41 728:

Aprova, para ratificação, o Acordo europeu relativo às marcas rodoviárias, assinado em Genebra em 13 de Dezembro de 1957.

#### Despacho ministerial:

Determina que o Consulado de 4.ª classe em Tunes e os Vice-Consulados em Sfax e Sousse (Tunísia) passem a depender da secção consular da Legação de Portugal em Rabat.

#### Aviso:

Torna público ter o Governo da Federação da Malásia depositado o instrumento da sua adesão à Convenção da Organização Meteorológica Mundial, assinada em Washington a 11 de Outubro de 1948.

### Ministério da Educação Nacional:

#### Portaria n.º 16 763:

Aprova os modelos dos requerimentos a apresentar pelos candidatos ao exame de aptidão para a primeira matrícula nas Escolas Superiores de Belas-Artes de Lisboa e do Porto com destino ao curso de Arquitectura e à prova de aptidão para a primeira matrícula nas referidas Escolas com destino aos cursos de Pintura e de Escultura.

## MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

### Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

#### Decreto-Lei n.º 41 728

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Acordo europeu relativo às marcas rodoviárias, assinado em Genebra em 13 de Dezembro de 1957, cujo texto francês e respectiva tradução para português são os que seguem anexos ao presente decreto-lei.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo de República, 10 de Julho de 1958. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — Marcello Caetano — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — Eduardo de Arantes e Oliveira — Raul Jorge Rodrigues Ventura — Francisco de Paula Leite Pinto — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — Henrique Veiga de Macedo.

## Accord européen relatif aux marques routières

Les Parties Contractantes, désireuses de contribuer à la sécurité de la circulation routière internationale par l'uniformisation des marques routières, sont convenues de ce qui suit:

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

1. Aux fins du présent Accord, on entend:

- a) par «marques routières» les marques apposées sur la surface de la chaussée ou de ses ouvrages-annexes, tels que bordures, trottoirs, accotements, dans le but d'organiser la circulation,
- b) par «marques sur chaussée» les marques routières réalisées sur la surface de la chaussée.

2. Aux fins du présent Accord, les marques sur chaussée sont classées en:

- a) marques longitudinales,
- b) marques transversales,
- c) autres marques.

### ARTICLE 2

1. Les marques longitudinales se composent de lignes continues et de lignes discontinues.

2. Une marque longitudinale consistant en une ligne continue signifie qu'il est interdit à tout véhicule de la franchir ou de la chevaucher. Chaque Partie Contractante peut autoriser une dérogation à cette interdiction lorsque cela est nécessaire pour l'accès aux propriétés riveraines.

3. Une marque longitudinale consistant en une ligne discontinue peut être franchie par les véhicules, sous réserve de l'application des règlements de circulation. Des formes différentes peuvent être données aux lignes discontinues selon les cas.

4. Une marque longitudinale consistant en une ligne continue accolée à une ligne discontinue a la signification de la ligne la plus proche du véhicule au début de la manœuvre.

### ARTICLE 3

1. Les marques transversales se composent de lignes continues et de lignes discontinues.

2. Une marque transversale consistant en une ligne transversale continue tracée sur la largeur d'une ou de plusieurs voies de circulation indique la ligne de l'arrêt imposé soit par le signal «Arrêt à l'intersection», soit par un signal lumineux ou un signe donné par un agent de la circulation, soit, en général, par la réglementation de la circulation.

3. Des marques transversales consistant en lignes transversales discontinues peuvent être employées dans

les cas prévus aux recommandations qui seront adoptées au cours de réunions auxquelles prennent part ou sont convoqués des représentants des Parties Contractantes.

## ARTICLE 4

D'autres marques sur chaussée, telles que des flèches, des lignes parallèles obliques ou des inscriptions apposées sur la chaussée, peuvent être employées pour répéter les indications données par des signaux verticaux ou pour donner aux usagers de la route des indications qui ne peuvent être données de façon appropriée par des signaux verticaux.

## ARTICLE 5

Chaque Partie Contractante peut prévoir que les marques routières peuvent être constituées par des plots, mais, en ce qui concerne les marques sur chaussée, elle prévoira alors, afin d'éviter tout risque de confusion, que l'espacement des plots sera différent selon qu'il s'agira de matérialiser une ligne continue ou une ligne discontinue.

## ARTICLE 6

1. Les marques sur chaussée sont de couleur jaune ou blanche; cette dernière peut toutefois être remplacée par une couleur de nuance argent ou gris clair.

2. Lorsque, dans un pays, les deux couleurs sont employées, l'une d'elles est utilisée pour les marques destinées aux véhicules en mouvement, à l'exception des lignes délimitant la chaussée, et l'autre est utilisée pour les marques indiquant la réglementation du parking et du stationnement et pour les lignes délimitant la chaussée; en outre, les marques destinées aux piétons ou cyclistes sont toutes d'une même couleur.

## ARTICLE 7

1. Les marques sur les ouvrages-annexes de la route, notamment sur les bordures et les accotements, peuvent être employées pour améliorer, de nuit surtout, la visibilité des bordures ou des obstacles sur la route. Elles peuvent aussi être utilisées pour indiquer les zones de stationnement interdit ou pour donner d'autres indications similaires.

2. Chacune des Parties Contractantes utilisera, pour chaque catégorie de marques routières sur les ouvrages-annexes de la chaussée, une même couleur ou une même combinaison de couleurs.

## ARTICLE 8

Les Parties contractantes s'efforceront d'appliquer, au moment de la mise en place ou du renouvellement des marques routières, les recommandations qui seront adoptées au cours de réunions auxquelles prennent part ou sont convoqués des représentants des Parties Contractantes.

## ARTICLE 9

1. Les pays membres de la Commission économique pour l'Europe et les pays admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du mandat de cette Commission peuvent devenir Parties Contractantes au présent Accord:

- a) en le signant;
- b) en le ratifiant après l'avoir signé sous réserve de ratification;
- c) en y adhérant.

2. Les pays susceptibles de participer à certains travaux de la Commission économique pour l'Europe en application du paragraphe 11 du mandat de cette Commission peuvent devenir Parties Contractantes au

présent Accord en y adhérant après son entrée en vigueur.

3. L'Accord sera ouvert à la signature jusqu'au 28 février 1958 inclus. Après cette date, il sera ouvert à l'adhésion.

4. La ratification ou l'adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

## ARTICLE 10

1. Le présent Accord entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après que cinq des pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 9 l'auront signé sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque pays qui le ratifiera ou y adhérera après que cinq pays l'auront signé sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, le présent Accord entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit pays.

## ARTICLE 11

1. Chaque Partie Contractante pourra dénoncer le présent Accord par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet quinze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

## ARTICLE 12

Le présent Accord cessera de produire ses effets si, après son entrée en vigueur, le nombre des Parties Contractantes est inférieur à cinq pendant une période quelconque de douze mois consécutifs.

## ARTICLE 13

1. Tout pays pourra, lorsqu'il signera le présent Accord sans réserve de ratification ou lors du dépôt de son instrument de ratification ou adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que le présent Accord sera applicable à tout ou partie des territoires qu'il représente sur le plan international. L'Accord sera applicable au territoire ou aux territoires mentionnés dans la notification à dater du quatre-vingt-dixième jour après réception de cette notification par le Secrétaire général ou, si à ce jour l'Accord n'est pas encore entré en vigueur, à dater de son entrée en vigueur.

2. Tout pays qui aura fait, conformément au paragraphe 1 du présent article, une déclaration ayant pour effet de rendre le présent Accord applicable à un territoire qu'il représente sur le plan international pourra, conformément à l'article 11 de l'Accord, dénoncer l'Accord en ce qui concerne ledit territoire.

## ARTICLE 14

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties Contractantes touchant l'interprétation ou l'application du présent Accord sera, autant que possible, réglé par voie de négociation entre les Parties en litige.

2. Tout différend qui n'aura pas été réglé par voie de négociation sera soumis à l'arbitrage si l'une quelconque des Parties Contractantes en litige le demande et sera, en conséquence, renvoyé à un ou plusieurs arbitres choisis d'un commun accord par les Parties en litige. Si, dans les trois mois à dater de la demande d'arbitrage, les Parties en litige n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre ou des arbitres, l'une quelconque de ces Parties pourra demander

au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un arbitre unique, devant lequel le différend sera renvoyé pour décision.

3. La sentence de l'arbitre ou des arbitres désignés conformément au paragraphe 2 du présent article sera obligatoire pour les Parties Contractantes en litige.

#### ARTICLE 15

1. Chaque Partie Contractante pourra, au moment où elle signera ou ratifiera le présent Accord ou y adhèrera, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par l'article 14 de l'Accord. Les autres Parties Contractantes ne seront pas liées par l'article 14 envers toute Partie Contractante qui aura formulé une telle réserve.

2. Toute Partie Contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Aucune autre réserve au présent Accord ne sera admise.

#### ARTICLE 16

1. Toute Partie Contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements au présent Accord. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui le communiquera à toutes les Parties Contractantes et le portera à la connaissance des autres pays visés au paragraphe 1 de l'article 9.

2. Tout projet d'amendement qui aura été transmis conformément au paragraphe 1 du présent article sera réputé accepté si aucune Partie Contractante ne formule d'objections dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire général aura transmis le projet d'amendement. Dans ce cas l'amendement entrera en vigueur pour toutes les Parties Contractantes trois mois après l'expiration de ce délai de six mois.

3. Si, dans le délai de six mois prévu au paragraphe 2 du présent article, une objection a été formulée contre le projet d'amendement, l'amendement sera considéré comme n'ayant pas été accepté et sera sans aucun effet.

#### ARTICLE 17

Outre les notifications prévues à l'article 16 de l'Accord, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux pays visés au paragraphe 1 de l'article 9, ainsi qu'aux pays devenus Parties Contractantes en application du paragraphe 2 de l'article 9:

- a) les signatures, ratifications et adhésions en vertu de l'article 9,
- b) les dates auxquelles le présent Accord entrera en vigueur conformément à l'article 10,
- c) les dénonciations en vertu de l'article 11,
- d) l'abrogation du présent Accord conformément à l'article 12,
- e) les notifications reçues conformément à l'article 13,
- f) les déclarations et notifications reçues conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 15,
- g) l'entrée en vigueur de tout amendement ou les objections formulées contre un projet d'amendement, conformément à l'article 16.

#### ARTICLE 18

Après le 28 février 1958, l'original du présent Accord sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies

certifiées conformes à chacun des pays visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 9.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

Fait à Genève, le treize décembre mil neuf cent cinquante-sept, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

### Acordo europeu relativo às marcas rodoviárias

As Partes Contratantes, desejando contribuir para a segurança da circulação rodoviária internacional por meio da uniformização das marcas rodoviárias, convencionaram o que segue:

#### ARTIGO 1.º

1. Para os fins do presente Acordo, entende-se:

- a) Por «marcas rodoviárias» as marcas apostas na superfície do pavimento ou das obras de arte anexas, como lancis, passeios, bermas, para melhor coordenação do trânsito;
- b) Por «marcas no pavimento» as marcas rodoviárias apostas na superfície das faixas de rodagem.

2. Para os fins do presente Acordo, as marcas no pavimento classificam-se em:

- a) Marcas longitudinais;
- b) Marcas transversais;
- c) Outras marcas.

#### ARTIGO 2.º

1. As marcas longitudinais compõem-se de linhas contínuas e de linhas descontínuas.

2. Uma marca longitudinal formada por uma linha contínua significa que é proibido a qualquer veículo transpô-la ou transitar sobre ela. Qualquer Parte Contratante pode autorizar uma derrogação desta proibição, desde que isso seja necessário para o acesso às propriedades confinantes.

3. Uma marca longitudinal formada por uma linha descontínua pode ser transposta por veículos, sob reserva da aplicação dos regulamentos de trânsito. Podem dar-se formas diferentes às linhas descontínuas, conforme os casos.

4. Uma marca longitudinal formada por uma linha contínua a par de uma linha descontínua tem a significação da linha mais próxima do veículo no princípio da manobra.

#### ARTIGO 3.º

1. As marcas transversais compõem-se de linhas contínuas e de linhas descontínuas.

2. Uma marca transversal formada por uma linha transversal contínua, traçada no sentido da largura duma ou de várias filas do trânsito, indica a linha da paragem imposta, quer pelo sinal «Paragem no cruzamento», quer por sinal luminoso ou sinal dado por um agente regulador do trânsito, quer, em geral, pela regulamentação deste.

3. Podem empregar-se marcas transversais formadas por linhas transversais descontínuas nos casos previstos nas recomendações aprovadas em reuniões nas quais tomem parte ou para as quais sejam convocados representantes das Partes Contratantes.

#### ARTIGO 4.º

Podem empregar-se outras marcas no pavimento, como setas, linhas paralelas oblíquas ou inscrições

apostas no pavimento, para repetir as indicações dadas por sinais verticais ou para dar aos utentes da estrada indicações que não podem dar-se de forma apropriada por sinais verticais.

ARTIGO 5.º

Qualquer Parte Contratante pode prever que as marcas rodoviárias se formem com placas, mas, no que se refere às marcas no pavimento, terá então de prever, a fim de evitar qualquer risco de confusão, que o espalhamento das placas seja diferente, conforme se trate de materializar uma linha contínua ou uma linha descontínua.

ARTIGO 6.º

1. As marcas no pavimento são de cor amarela ou branca; esta última pode, contudo, ser substituída por uma cor de tom prateado ou cinzento-claro.

2. Sempre que num país se empreguem as duas cores, uma delas servirá para as marcas destinadas aos veículos em movimento, com excepção das linhas que delimitem o pavimento, e a outra para as marcas que indicam a regulamentação de parque e estacionamento e para as linhas que delimitam o pavimento; além disso, as marcas destinadas aos peões e ciclistas serão todas duma só cor.

ARTIGO 7.º

1. As marcas apostas nas obras de arte anexas à estrada, em particular nos lancis e bermas, podem empregar-se para melhorar, sobretudo de noite, a visibilidade dos lancis ou obstáculos existentes na estrada. Podem também utilizar-se para indicar as zonas de estacionamento proibido ou para dar outras indicações similares.

2. Cada Parte Contratante utilizará para cada categoria de marcas rodoviárias em obras de arte anexas ao pavimento uma só cor ou mesma combinação de cores.

ARTIGO 8.º

As Partes Contratantes procurarão aplicar, quando se colocarem ou substituírem marcas rodoviárias, as recomendações que forem aprovadas em reuniões em que tomem parte ou sejam convocados representantes das Partes Contratantes.

ARTIGO 9.º

1. Os países membros da Comissão Económica da Europa e os países admitidos na Comissão a título consultivo, em conformidade com o parágrafo 8 do mandato desta Comissão, podem tornar-se Partes Contratantes do presente Acordo:

- a) Assinando-o;
- b) Ratificando-o depois de o ter assinado sob reserva de ratificação;
- c) Aderindo a ele.

2. Os países em condições de participar em certos trabalhos da Comissão Económica da Europa, em aplicação do parágrafo 11 do mandato desta Comissão, podem tornar-se Partes Contratantes do presente Acordo, aderindo a ele depois da sua entrada em vigor.

3. O Acordo estará patente para assinatura até ao dia 28 de Fevereiro de 1958, inclusive. A partir dessa data ficará patente para adesão.

4. A ratificação ou a adesão efectuar-se-á pelo depósito dum instrumento junto do secretário-geral da Organização das Nações Unidas.

ARTIGO 10.º

1. O presente Acordo entrará em vigor no nonagésimo dia depois de cinco dos países mencionados no pará-

grafo 1 do artigo 9.º o terem assinado sem reserva de ratificação ou terem depositado instrumento de ratificação ou de adesão.

2. Em relação a qualquer país que o ratifique ou lhe dê adesão depois de cinco países o terem assinado sem reserva de ratificação ou terem depositado instrumento de ratificação ou de adesão, o presente Acordo entrará em vigor no nonagésimo dia que se seguir ao depósito do instrumento de ratificação ou de adesão do dito país.

ARTIGO 11.º

1. Qualquer Parte Contratante pode denunciar o presente Acordo por notificação dirigida ao secretário-geral da Organização das Nações Unidas.

2. A denúncia entrará em vigor quinze meses depois da data em que o secretário-geral dela receber notificação.

ARTIGO 12.º

O presente Acordo cessará de produzir os seus efeitos se, depois de entrar em vigor, o número das Partes Contratantes for inferior a cinco durante um período qualquer de doze meses consecutivos.

ARTIGO 13.º

1. Qualquer país, quando assinar o presente Acordo sem reserva de ratificação, ou ao depositar instrumento de ratificação ou de adesão ou em qualquer data posterior, poderá declarar, por notificação dirigida ao secretário-geral da Organização das Nações Unidas, que o presente Acordo será aplicável à totalidade ou a parte dos territórios que ele representa no plano internacional. O Acordo será aplicável ao território ou aos territórios mencionados na notificação a partir do nonagésimo dia após a recepção da referida notificação pelo secretário-geral, ou, se nesse dia o Acordo ainda não tiver entrado em vigor, a partir da sua entrada em vigor.

2. Qualquer país que tenha feito, em conformidade com o parágrafo 1 do presente artigo, uma declaração com o fim de tornar o presente Acordo aplicável a um território que ele represente no plano internacional poderá, em conformidade com o artigo 11.º do presente Acordo, denunciar o referido Acordo no que diz respeito ao dito território.

ARTIGO 14.º

1. Qualquer diferendo entre duas ou mais Partes Contratantes que diga respeito à interpretação ou à aplicação do presente Acordo será regulado, tanto quanto possível, por meio de negociação entre as Partes em litígio.

2. Qualquer diferendo que não seja regulado por meio de negociação será submetido a arbitragem, se qualquer das Partes Contratantes em litígio o requerer, e será, consequentemente, remetido para um ou mais árbitros escolhidos de comum acordo pelas Partes em litígio. Se, nos três meses a partir da data do pedido de arbitragem, as Partes em litígio não chegarem a acordo quanto à escolha dum árbitro ou árbitros, qualquer destas Partes poderá pedir ao secretário-geral da Organização das Nações Unidas que designe um árbitro único, ao qual se remeterá o diferendo para decisão.

3. A sentença do árbitro ou árbitros designados em conformidade com o parágrafo 2 do presente artigo será obrigatória para as Partes Contratantes em litígio.

ARTIGO 15.º

1. Qualquer Parte Contratante, quando assinar ou ratificar o presente Acordo ou quando a ele aderir, poderá declarar que não se considera ligada pelo ar

tigo 14.º do Acordo. As outras Partes Contratantes não ficarão ligadas pelo artigo 14.º a qualquer Parte Contratante que tenha formulado tal reserva.

2. Qualquer Parte Contratante que tenha formulado uma reserva em conformidade com o parágrafo 1 do presente artigo poderá em qualquer momento levantar esta reserva por meio de notificação dirigida ao secretário-geral da Organização das Nações Unidas.

3. Não se admitirá nenhuma outra reserva ao presente Acordo.

#### ARTIGO 16.º

1. Qualquer Parte Contratante poderá propor uma ou várias emendas ao presente Acordo. O texto de qualquer projecto de emenda será comunicado ao secretário-geral da Organização das Nações Unidas, que o comunicará a todas as Partes Contratantes e dele dará conhecimento aos outros países visados no parágrafo 1 do artigo 9.º

2. Qualquer projecto de emenda que tenha sido transmitido em conformidade com o parágrafo 1 do presente artigo será considerado aceite se nenhuma Parte Contratante formular objecções no prazo de seis meses, a contar da data em que o secretário-geral tenha transmitido o projecto de emenda. Neste caso a emenda entrará em vigor para todas as Partes Contratantes três meses depois de expirar este prazo de seis meses.

3. Se, no prazo de seis meses previsto no parágrafo 2 do presente artigo, se formular uma objecção contra o projecto de emenda, esta será considerada não aceite e ficará sem efeito algum.

#### ARTIGO 17.º

Além das notificações previstas no artigo 16.º do presente Acordo, o secretário-geral da Organização das Nações Unidas comunicará aos países visados no parágrafo 1 do artigo 9.º, bem como aos países que se tornarem Partes Contratantes, em aplicação do parágrafo 2 do artigo 9.º:

- a) As assinaturas, ratificações e adesões em conformidade com o artigo 9.º;
- b) As datas em que o presente Acordo entrar em vigor em conformidade com o artigo 10.º;
- c) As denúncias em conformidade com o artigo 11.º;
- d) A ab-rogação do presente Acordo em conformidade com o artigo 12.º;
- e) As notificações recebidas em conformidade com o artigo 13.º;
- f) As declarações e notificações recebidas em conformidade com os parágrafos 1 e 2 do artigo 15.º;
- g) A entrada em vigor de qualquer emenda ou as objecções formuladas contra um projecto de emenda em conformidade com o artigo 16.º

#### ARTIGO 18.º

A partir do dia 28 de Fevereiro de 1958 o original do presente Acordo será entregue ao secretário-geral da Organização das Nações Unidas, que transmitirá cópias devidamente certificadas a cada um dos países visados nos parágrafos 1 e 2 do artigo 9.º

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados, assinaram o presente Acordo.

Feito em Genebra, aos 13 de Dezembro de 1957, num só exemplar, nas línguas inglesa e francesa, fazendo fé ambos os textos.

Pela Albânia:

Pela Áustria:

Pela Bélgica:

Sob reserva de ratificação:

*J. Etienne* (14 de Janeiro de 1958).

Pela Bulgária:

Pela República Socialista Soviética da Bielorrússia:

Pela Checoslováquia:

Pela Dinamarca:

Pela República Federal da Alemanha:

Sob reserva de ratificação:

*R. Thierfelder.*

*W. Wetzler.*

Pela Finlândia:

Pela França:

*De Curtion* (4 de Fevereiro de 1958).

Pela Grécia:

Pela Hungria:

Pela Islândia:

Pela Irlanda:

Pela Itália:

Sob reserva de ratificação:

*Marcello del Drago* (13 de Fevereiro de 1958).

Pelo Luxemburgo:

Sob reserva de ratificação:

*R. Logelin.*

Pelos Países Baixos:

Sob reserva de ratificação:

Pelo Reino na Europa, *K. Vonk.*

Pela Noruega:

Pela Polónia:

Por Portugal:

Sob reserva de ratificação:

*F. de Alcambar Pereira.*

Pela Roménia:

Pela Espanha:

Pela Suécia:

Pela Suíça:

Sob reserva de ratificação:

*Robert Plumez* (17 de Fevereiro de 1958).

Pela Turquia:

Sob reserva de ratificação:

*C. S. Hayta* (28 de Fevereiro de 1958).

Pela República Socialista Soviética da Ucrânia:

Pela União das Repúblicas Socialistas Soviéticas:

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte:

Sujeito a ratificação:

*Edward Sniders* (25 de Fevereiro de 1958).

Pela Jugoslávia:

#### Despacho ministerial

De harmonia com o artigo 49.º do Decreto n.º 6462, de 7 de Março de 1920, o Consulado de 4.ª classe em Tunes e os Vice-Consulados em Sfax e Sousse (Tunísia) passam a depender da secção consular da Legação de Portugal em Rabat.

Ministério dos Negócios Estrangeiros, 10 de Julho de 1958. — O Ministro dos Negócios Estrangeiros, *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha*.

#### Aviso

Por ordem superior se torna público que, segundo a comunicação dirigida pelo Governo dos Estados Unidos da América à Embaixada de Portugal em Washington, o Governo da Federação da Malásia depositou nos arquivos do Ministério dos Negócios Estrangeiros daquele país, em 19 de Maio de 1958, o instrumento da sua adesão à Convenção da Organização Meteorológica Mundial, assinada em Washington a 11 de Outubro de 1948.

Nos termos da referida Convenção a adesão da Federação da Malásia produz os seus efeitos a partir de 18 de Junho de 1958.

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares, 5 de Julho de 1958. — O Director-Geral, *Ruy Teixeira Guerra*.

### MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes

#### Portaria n.º 16 763

Tendo em vista o disposto no artigo 13.º do Decreto-Lei n.º 41 362, de 14 de Novembro de 1957, nos artigos 7.º e 9.º do Decreto n.º 41 363, da mesma data, e no artigo 6.º do Decreto-Lei n.º 32 045, de 27 de Maio de 1942:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro da Educação Nacional, aprovar os modelos dos requerimentos a apresentar pelos candidatos ao exame de aptidão para a primeira matrícula nas Escolas Superiores de Belas-Artes de Lisboa e do Porto com destino ao curso de Arquitectura (modelo n.º 1) e à prova de aptidão para a primeira matrícula nas referidas Es-

colas com destino aos cursos de Pintura e de Escultura (modelo n.º 2).

Ministério da Educação Nacional, 10 de Julho de 1958. — Pelo Ministro da Educação Nacional, *Baltasar Leite Rebelo de Sousa*, Subsecretário de Estado da Educação Nacional.

Modelo n.º 653 do catálogo—Diversos  
(Exclusivo da Imprensa Nacional de Lisboa)

Modelo n.º 1

*Ex.º Sr. Director da Escola Superior de Belas-Artes d...*

..., nascido em ... de ... de 19..., natural d..., freguesia d..., concelho d..., distrito d..., filho de ..., portador do bilhete de identidade n.º ..., passado pelo Arquivo de Identificação d... em ... de ... de 19..., desejando ser admitido ao exame de aptidão para a primeira matrícula nas Escolas Superiores de Belas-Artes, com destino ao curso de Arquitectura,

*Pede deferimento.*

..., ... de ... de 19...



Modelo n.º 654 do catálogo—Diversos  
(Exclusivo da Imprensa Nacional de Lisboa)

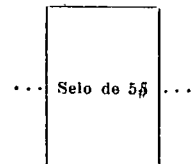
Modelo n.º 2

*Ex.º Sr. Director da Escola Superior de Belas-Artes d...*

..., nascido em ... de ... de 19..., natural d..., freguesia d..., concelho d..., distrito d..., filho de ..., portador do bilhete de identidade n.º ..., passado pelo Arquivo de Identificação d... em ... de ... de 19..., desejando ser admitido à prova de aptidão para a primeira matrícula nas Escolas Superiores de Belas-Artes, com destino ao curso de ...,

*Pede deferimento.*

..., ... de ... de 19...



Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes, 10 de Julho de 1958. — O Director-Geral, *João Alexandre Ferreira de Almeida*.